

VILLE DE DOURGES



ARRETE MUNICIPAL N° 2025 / 202

OPPOSITION A DECLARATION PREALABLE

CADRE 1 : DESCRIPTION DE LA DECLARATION

déposée le 11/03/2025
par HELIOS (SAS)
Monsieur MORLET Julien

demeurant 253, Rue Descat
59810 LESQUIN

pour Travaux sur construction existante :
installation de panneaux solaires en toiture

sur un terrain sis 10, Rue Félix Faure
62119 DOURGES
AL 107 (226 m²)

CADRE 2 : DECLARATION

N° DP 062 274 25 00020



LE MAIRE

Vu la déclaration préalable susvisée (cadre 1),

Vu le Code de l'Urbanisme notamment ses articles L 421-1 et suivants, R 421-1 et suivants,
Vu le plan local d'urbanisme approuvé le 27 Mars 2013, modifié le 25 Septembre 2013, le 17 Septembre 2014, et
le 8 Janvier 2016, révisé le 10 Février 2017, modifié le 12 Juin 2017, révisé le 16 Février 2018, modifié le 13 avril
2018, le 7 septembre 2018, le 5 avril 2019, le 18 octobre 2019 et le 30 septembre 2021 et le 28 février 2025,

Vu l'affichage en mairie effectué le 17/03/2025,
Vu le règlement de la zone UC,

Vu l'avis conforme, défavorable, de l'Architecte des Bâtiments de France en date du 17/04/2025,

Considérant l'article R424-5 du Code de l'Urbanisme, lequel dispose que « *En cas d'autorisation ou de non-opposition à déclaration préalable, la décision mentionne la date d'affichage en mairie ou la date de publication par voie électronique de l'avis de dépôt prévu à l'article R. * 423-6. Si la décision comporte rejet de la demande, si elle est assortie de prescriptions ou s'il s'agit d'un sursis à statuer, elle doit être motivée. Il en est de même lorsqu'une dérogation ou une adaptation mineure est accordée.* » ;

Considérant l'article R425-1 du Code de l'Urbanisme qui dispose que : « *Lorsque le projet est situé dans les abords des monuments historiques, le permis de construire, le permis d'aménager, le permis de démolir ou la décision prise sur la déclaration préalable tient lieu de l'autorisation prévue à l'article L. 621-32 du code du patrimoine si l'architecte des Bâtiments de France a donné son accord, le cas échéant assorti de prescriptions motivées. » ;*

Considérant que le projet porte sur la pose de panneaux solaires en toiture ;

Considérant que le terrain d'assiette du projet de construction est situé dans les abords d'un monument historique, « Eglise Saint-Stanislas de la cité Bruno » ;

Que dans son avis en date du 17/04/2025, l'Architecte des Bâtiments de France a considéré notamment que : « *(1) Ce projet porterait atteinte à la qualité de l'environnement aux abords d'un Monument Historique, sous plusieurs aspects, tant l'adaptation en toiture, mal étudiée, que l'implantation, en contradiction avec les vues donnant sur le monument. Ce projet est refusé. Les panneaux ne devront pas être visibles depuis l'espace public. Il conviendra dans une nouvelle demande de favoriser un pan arrière, ou une toiture annexe, plus propice à une insertion paysagère harmonieuse. Ils devront également composer une géométrie rectangulaire régulière. Toute géométrie à redents est proscrite. »* ;

Considérant que l'Architecte des Bâtiments de France n'a pas donné son accord en application de l'article R425-1 du code de l'urbanisme ;

Considérant qu'ainsi le projet ne peut être autorisé ;

ARRETE

Article Unique : Le projet décrit dans le dossier de déclaration susvisé **NE PEUT ETRE ENTREPRIS.**



La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L 424-7 du Code de l'Urbanisme. Elle est exécutoire à compter de sa transmission.

INFORMATIONS A LIRE ATTENTIVEMENT

- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS** : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (*l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite*).
- **Télérecours** : Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.